



Communiqué de presse : 17 avril 2013 – Journée mondiale des luttes paysannes

L'accès à la terre également sous pression en Europe et en Belgique

La concentration foncière et l'accaparement de terres ne concernent pas seulement les pays en développement au Sud. L'Europe est également touchée aujourd'hui. Un nouveau rapport de la Coordination Européenne Via Campesina et de l'alliance « Hands off the Land », dont FIAN fait partie, montre que l'accaparement de terres et l'accès à la terre constituent de graves problèmes en Europe actuellement. Le rapport révèle également que le régime de subventions de la Politique Agricole Commune (PAC) et d'autres politiques y sont liées de multiples manières.

Selon le rapport (en anglais), impliquant 25 auteurs issus de 11 pays différents et intitulé « **Land concentration, land grabbing and people's struggles in Europe** » (La concentration foncière, l'accaparement de terres et les luttes des peuples en Europe), trois pour cent des propriétaires fonciers ont pris le contrôle de la moitié de toutes les terres agricoles. La propriété foncière en Europe est devenue de plus en plus inégale, atteignant, dans certains pays, des proportions similaires au Brésil, à la Colombie et aux Philippines, tous connus pour leur distribution inégale des terres et des richesses fondées sur la terre.

Certains de ces processus de concentration foncière sans cesse grandissante ne sont pas nouveaux ; toutefois, ils se sont accélérés ces dernières années, en particulier en Europe de l'Est, et impliquent de multiples acteurs : entreprises agroalimentaires européennes et étrangères, fonds de pension, banques et autres acteurs cherchant tous à tirer profit de la marchandisation croissante de la terre, plus que jamais objet de spéculation.

Le rapport analyse en profondeur des cas illustratifs de la tendance poussée vers la concentration de terres en Espagne, Allemagne, Italie, France et Autriche. Le rapport présente aussi diverses formes d'accaparement de terres en Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Serbie et Ukraine. Comme au Sud, nombre de ces transactions sont mises en œuvre de manière obscure, non transparente.

Le rapport révèle que l'un des moteurs de cet accaparement de terre et de cette concentration foncière en Europe sont les subsides alloués dans le cadre de la PAC, qui favorise directement les grandes exploitations, marginalise les petits agriculteurs et décourage l'installation en agriculture. En Espagne, par exemple, en 2009, 75 pour cent des subsides ont bénéficié à seulement 16 pour cent des producteurs (les plus grands). Selon la FUGEA, en Belgique, plus de la moitié des agriculteurs (52%) ne perçoivent que 12% des aides directes. D'autres moteurs de l'accaparement de terres sont le développement de l'industrie extractive, l'expansion urbaine, les intérêts immobiliers, les enclaves touristiques et autres projets commerciaux.

Selon Jeanne Verlinden du Mouvement d'Action Paysanne (MAP) et de ECVC, l'étude montre clairement que « La terre doit être vue comme un bien public. Nous devons réclamer la gestion publique de la terre et la réduction de la marchandisation de cette ressource collective dont nous dépendons tous. La priorité devrait être donnée à l'usage de la terre par l'agriculture paysanne à petite échelle et à la production alimentaire, au lieu de céder aux intérêts commerciaux de propriétés privées qui favorisent la spéculation et la concentration croissante de la richesse. Un accès adéquat et sécurisé à la terre devrait être garanti pour celles et ceux qui la travaillent ».

Bien que la Belgique ne fasse pas l'objet d'une analyse dans le rapport susmentionné, elle est aussi concernée par un accès à la terre de plus en plus difficile, en particulier pour les jeunes et les candidats non issus du milieu agricole. Le plus grand obstacle est l'évolution fulgurante du prix des terres. Cette évolution est due à une pression foncière de plus en plus accrue, à laquelle contribuent l'urbanisation, le développement de sites industriels, les loisirs (terrains de chasse, terrains de golfe, centres équestres, cultures de sapins de Noël...). Nos terres agricoles servent à tout sauf à y développer une activité agricole professionnelle visant à nourrir nos concitoyens. Un autre obstacle réside dans le manque de transparence du marché foncier : difficile pour un jeune agriculteur de s'informer adéquatement sur les ventes de terres avant que celles-ci ne soient conclues.

A cet égard, et suite à l'adoption des Directives volontaires de la FAO « pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale », FIAN Belgium et Oxfam-Solidarité ont publié une étude intitulée « Améliorer l'accès au foncier en Belgique et à l'étranger », disponible sur : <http://www.fian.be/infotheque/publications/article/ameliorer-l-acces-au-foncier-en>

Les organisations suivantes en appellent au public pour dénoncer les pratiques qui contribuent et encouragent l'accaparement de terres et demandent que aux gouvernements de promouvoir des politiques qui garantissent l'accès aux ressources pour les petits producteurs, telles que la mise en œuvre des Directives volontaires sur la gouvernance foncière, garantissant ainsi la souveraineté alimentaire et le droit à une alimentation adéquate :

Mouvement d'Action Paysanne
Terre-en-vue
FUGEA
Oxfam-Solidarité
Oxfam-Magasins du Monde
FIAN Belgium

Pour plus d'informations, contactez :

Jeanne Verlinden (MAP/EVCV) : 0497 60 58 84

Claire Guffens (FIAN Belgium) : 02 640 84 17

Zoé Gallez (Terres-en-vue) : 0496 68 28 62

Valérie Op de beeck (FUGEA) : 0498 2835 61

Consultez le rapport « Land concentration, land grabbing and people's struggles in Europe » et le résumé exécutif ici : <http://www.tni.org/europelandgrab>